



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 17 octobre 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
17 octobre 2024
n° 36 / 8057^e
pages 1769 à 1816



Version numérique incluse*



ÉDITORIAL

1769 Peuples martyrs, Michel Vivant

ACTUALITÉS

- 1773 Cautionnement (sous-caution) : portée d'une déclaration de créance
- 1773 Tourisme (agence de voyages) : circonstance exceptionnelle et inévitable
- 1774 Accident de la circulation (auto-école) : faute d'un élève conducteur
- 1775 Acte de naissance : changement de prénom et d'identité de genre
- 1778 Libre circulation (travailleurs) : transfert des joueurs de football
- 1778 Cour d'assises (voie de recours) : appel limité du ministère public
- 1779 Harcèlement (rupture du contrat) : prescription de l'action
- 1779 Discrimination (preuve) : documents contenant des données personnelles
- 1782 Compétence européenne (reconnaissance) : violation de la liberté d'expression
- 1782 Clause attributive de juridiction : bénéficiaire d'une stipulation pour autrui

POINT DE VUE

1784 Pragmatisme ou complaisance, Michel Bouleau

ÉTUDES ET COMMENTAIRES



- 1793 **Panorama** : Droit des sûretés, Jean-Jacques Ansault et Charles Gijbers
 1804 **Notes** : Qui doit garantie... peut peut-être évincer I, note sous Com. 28 févr. 2024, Alexandra Mendoza-Caminade
 1811 La mise à disposition gratuite d'un bien dans une société civile immobilière, note sous Civ. 3^e, 2 mai 2024, Thibault de Ravel d'Esclapon

ENTRETIEN

- 1816 Pour une procédure de défaut à la Cour pénale internationale, Bruno Cotte

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
 10 place des Vosges - CS 90358
 92072 Paris La défense Cedex
 Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
 www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
 KETTY DE FALCO
 DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
 CAROLINE SORDET
 DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
 HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DIEZAU,
 BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
 ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
 src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Octobre 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

1769

Peuples martyrs

ACTUALITÉS

1772

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Cautionnement (mise en garde) : capacités financières de l'emprunteur, Com. 9 oct. 2024

Cautionnement (partiel) : imputation des paiements, Com. 9 oct. 2024

Cautionnement (sous-caution) : portée d'une déclaration de créance, Com. 9 oct. 2024

Billet à ordre (avaliste) : pas de bénéfice de subrogation, Com. 9 oct. 2024

Consommation

Tourisme (agence de voyages) : circonstance exceptionnelle et inévitable, CJUE 4 oct. 2024

Société et marché financier

Obligations (représentant de la masse) :

qualité pour agir en justice, Com. 9 oct. 2024

1774

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Prescription acquisitive (preuve) : portée d'un acte notarié, Civ. 2^e, 10 oct. 2024

Contrat-Responsabilité-Assurance

Réparation du préjudice : proches d'une victime directe handicapée, Civ. 2^e, 10 oct. 2024

Accident de la circulation (auto-école) : faute d'un élève conducteur, Civ. 2^e, 10 oct. 2024

Famille-Personne-Succession

Acte de naissance : changement de prénom et d'identité de genre, CJUE 4 oct. 2024

1775

DROIT IMMOBILIER

Copropriété

Règlement de copropriété : caractère non écrit d'une clause, Civ. 3^e, 10 oct. 2024

1776

DROIT INTERNATIONAL

1778

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Peine (récidive) : condamnation dans un État membre de l'Union européenne, Crim. 9 oct. 2024

Procédure pénale

Cour d'assises (voie de recours) : appel limité du ministère public, Crim. 9 oct. 2024

1779

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Harcèlement (rupture du contrat) : prescription de l'action, Soc. 9 oct. 2024

Discrimination (preuve) : documents contenant des données personnelles, Civ. 2^e, 3 oct. 2024

Coemploi (conditions) : perte totale d'autonomie de la société, Soc. 9 oct. 2024

Prud'hommes (compétence territoriale) :

surcharge de la juridiction, Civ. 2^e, 3 oct. 2024

Sécurité sociale

Pension d'invalidité (travailleur indépendant) : déficit fonctionnel permanent, Civ. 2^e, 10 oct. 2024

Accident du travail (Cour nationale) : portée du délai de péremption, Civ. 2^e, 10 oct. 2024

1781

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Appel civil (déclaration) : caducité faute de signification dans le délai, Civ. 2^e, 3 oct. 2024

Compétence européenne (reconnaissance) : violation de la liberté d'expression, CJUE 4 oct. 2024

Compétence européenne (demande) : mainlevée d'un séquestre d'un objet, CJUE 4 oct. 2024

Clause attributive de juridiction : bénéficiaire d'une stipulation pour autrui, Civ. 1^{re}, 9 oct. 2024

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR.69 572 195 550
Filiale du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

1773 DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (téléphone) : accès
des autorités publiques, *CJUE 4 oct. 2024*
Données personnelles (protection) : orientation
sexuelle des personnes, *CJUE 4 oct. 2024*
Données personnelles (protection) : publication
au registre du commerce, *CJUE 4 oct. 2024*
Données personnelles (voies de recours) :
données concernant la santé, *CJUE 4 oct. 2024*
Données personnelles (sanction) : réparation
du préjudice moral, *CJUE 4 oct. 2024*
Libre circulation (travailleurs) : transfert
des joueurs de football, *CJUE 4 oct. 2024*

Ordonnance de taxe (recours) : portée
du délai de péremption, *Civ. 2^e, 10 oct. 2024*

Recueil Dalloz - 17 octobre 2024 - n° 36

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

17 octobre 2024 - n° 36 / 8057^e



1784 Pragmatisme ou complaisance
par Michel Bouleau



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1786 Le contrat de prestation de services
a-t-il sa place dans le code civil ?
par Pierre Grulier

PANORAMA

1793 Droit des sûretés
septembre 2023 - septembre 2024
par Jean-Jacques Ansault et Charles Gijsbers

NOTES

1804 Qui doit garantie... peut peut-être évincer !,
note sous *Com. 28 févr. 2024*
par Alexandra Mendoza-Caminade

1811 La mise à disposition gratuite d'un bien dans une société
civile immobilière, note sous *Civ. 3^e, 2 mai 2024*
par Thibault de Ravel d'Esclapon



À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**

JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Apport en nature et défaut
d'*affectio societatis* :
rejet d'une QPC
Com. 13 mai 2024,
note Jean-Philippe Dom p. 564

Cessions d'actions

Quand la « multi-évaluation »
de l'expert de l'article 1843-4
du code civil devient admissible !
Com. 17 janvier 2024,
note Jean-Jacques Ansault p. 568

Sociétés par actions

Conversion des actions
de préférence
Com. 10 juillet 2024,
note Thierry Bonneau p. 573

Sociétés anonymes

La dissolution judiciaire
pour pertes excessives
Com. 13 mars 2024,
note Thibault de Ravel d'Esclapon
p. 578

Droit fiscal des sociétés

Exonération de taxe
sur la valeur vénale
des immeubles possédés
en France par des entités
juridiques et divulgation
de l'identité des actionnaires
Com. 10 mai 2024,
note Xavier Cabannes p. 590

REVUE DES SOCIÉTÉS

Octobre 2024 - n° 10

ÉTUDES

Un « associé » déchu de son titre :
plaidoyer en faveur de la qualité
d'associé de l'usufruitier
Rana Chaaban p. 543

Pratiques des garanties d'actif
et de passif et influences internationales
Jean-François Mlon p. 550

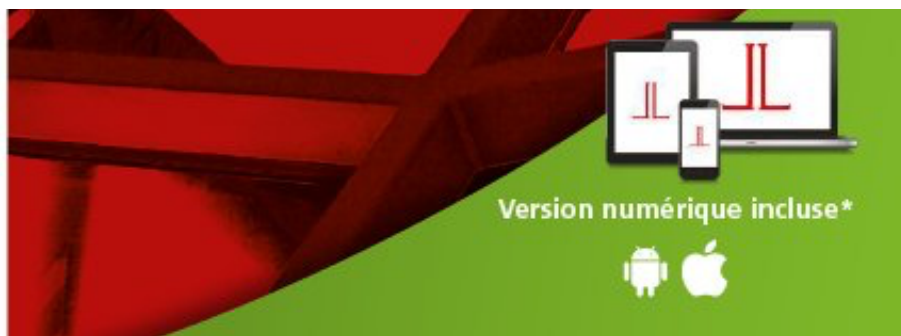
CHRONIQUES

Chronique de droit des marchés
financiers
Pierre-Henri Conac,
Bénédicte François,
Anne-Catherine Muller
et Johan Prorok p. 596



Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Couverture | Sommaire

N° 10 - Octobre 2024 / SOMMAIRE

Actualités _____ 538

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

Études _____ 543

Un « associé » déchu de son titre : plaider en faveur de la qualité d'associé de l'usufruitier
Rana Chaaban _____ 543

Pratiques des garanties d'actif et de passif et influences internationales
Jean-François Mion _____ 550

Jurisprudence _____ 564

Sociétés en général

Apport en nature et défaut d'*affectio societatis* :
rejet d'une QPC
Note sous Com. 13 mai 2024
note Jean-Philippe Dom _____ 564

Cessions d'actions

Quand la « multi-évaluation » de l'expert
de l'article 1843-4 du code civil devient admissible !
Note sous Com. 17 janvier 2024
note Jean-Jacques Ansault _____ 568

Sociétés par actions

Conversion des actions de préférence
Note sous Com. 10 juillet 2024
note Thierry Bonneau _____ 573

Sociétés anonymes

La dissolution judiciaire pour pertes excessives
Note sous Com. 13 mars 2024
note Thibault de Ravel d'Esclapon _____ 578

Droit des sociétés cotées

Pouvoir d'audition simple des agents des douanes :
quelle portée donner à l'arbitrage de la chambre
mixte de la Cour de cassation ?
Note sous Cass., ch. mixte, 29 mars 2024
note Gaspard de Bellescize et Arnaud Mailhos _____ 582

Commissaires aux comptes

L'étendue du devoir de conseil de l'expert-comptable
circonscrite par la teneur de sa mission
Note sous Com. 14 février 2024,
note Jennifer Bardy _____ 586

Droit fiscal des sociétés

Exonération de taxe sur la valeur vénale
des immeubles possédés en France par des entités
juridiques et divulgation de l'identité des actionnaires
Note sous Com. 10 mai 2024
note Xavier Cabannes _____ 590

Droit social et sociétés

Contrat de travail d'un salarié devenu président
d'une société sous liquidation judiciaire
Note sous Soc. 13 décembre 2023
note Jean-François Barbiéri _____ 593

Chronique de droit des marchés financiers _____ 596

par Pierre-Henri Conac, Bénédicte François, Anne-Catherine Muller et Johan Prorok

Octobre 2024 / REVUE DES SOCIÉTÉS / 537



QUESTION D'ACTUALITÉ
**PARTAGE DES DONNÉES :
RÈGLEMENT EUROPÉEN
SUR LES DONNÉES (DATA ACT)**

Me Tamba présente les changements liés à ce texte qui entrera en application dans moins d'un an.

22



www.effl.fr



À LA UNE

Question pratique - Clauses abusives dans les CGV : référés des associations de consommateurs et arguments des entreprises

25

Concurrence - Les éléments remis à l'Autorité après une perquisition échappent au contrôle du juge de l'opération

19

Contrats - Une clause de conciliation jugée obligatoire avant l'action en référé puis avant l'action au fond

13

Sociétés - La Cour de cassation se prononce sur le transfert de propriété des actions non cotées

4

Lefebvre Dalloz

 EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Transfert de propriété des actions non cotées
- 5 - Conditions d'application de l'expertise in futurum
- 6 - Convocation du curateur d'un associé à l'assemblée générale d'une société
- 7 - Signification d'un acte à une société
- 8 - Cession d'actions non cotées : ordre de mouvement
- 9 - Nature des obligations convertibles en actions

Entreprise en difficulté

- 10 - Arrêt des poursuites individuelles
- 11 - Reprise des poursuites après clôture de la liquidation judiciaire
- 12 - Règlement amiable des agriculteurs
- 12 - Contrat de travail conclu par une entreprise en redressement judiciaire

Contrats

- 13 - Clause de conciliation obligatoire
- 13 - Durée du pacte de préférence
- 14 - Réticence dolosive d'une partie
- 15 - Délai pour agir en garantie des vices cachés en cas de vente de navire

Finances de l'entreprise

- 16 - Restitution consécutive à l'annulation d'une convention de compte courant
- 16 - Pluralité de cautions

Biens de l'entreprise

- 17 - Caducité de l'ordonnance « publicité foncière »
- 17 - Condamnation pour atteintes aux propriétés olympiques et ambush marketing

Concurrence

- 19 - Opérations de visite et saisie

Consommation

- 20 - Contenu du contrat conclu hors établissement
- 20 - Annonces de réduction de prix
- 21 - Renforcement de l'obligation de réparation des biens

Question pratique

- 25 - Clauses abusives dans les CGV : référés des associations de consommateurs et arguments des entreprises

Veilles

- 27 - Veille législative
- 27 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



22

**PARTAGE DES DONNÉES :
LES CHANGEMENTS LIÉS
AU RÈGLEMENT EUROPÉEN
SUR LES DONNÉES (DATA ACT)**

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°350 • Octobre 2024

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

DOSSIER

DROIT DES SUCCESSIONS ET DROIT DES SOCIÉTÉS



ÉCLAIRAGE

Les notaires, chantres
du “durbanisme”

ACTU PROFESSION

Entretien avec Pierre Tarrade,
président de la chambre
des notaires de Paris

DROIT & PATRIMOINE

OCTOBRE 2024 · N° 350

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Les notaires, chantres du “durbanisme” 6

Lors du 120^e congrès des notaires, qui s’est tenu à Bordeaux du 25 au 27 septembre, les notaires se sont, pour la troisième fois de l’histoire de ce rassemblement, penchés sur les sujets environnementaux, liant cette fois-ci urbanisme et durabilité. Passage en revue des douze propositions.

ENTRETIEN

« Il est primordial de savoir qui l’on est pour préparer l’avenir ! » 8

Pierre Tarrade a été élu président de la chambre des notaires de Paris en mai 2024. Alors que les notaires parisiens s’apprêtent à retrouver, après rénovation, leur siège de la place du Châtelet qu’ils occupent depuis huit siècles, le président de la chambre a lancé une réflexion sur ce que c’est d’être notaire, aujourd’hui et dans le futur.

PROFESSIONS

Cartographie des services juridiques 2024 10

La cartographie Legisway des directions juridiques pour 2024 vient d’être publiée. Menée entre mai et août dernier auprès de plus de 350 membres d’équipes juridiques internes à travers l’Europe, cette édition est complétée par des données propres au marché français.



DOSSIER

DROIT des successions et DROIT des sociétés

- Droit des successions et droit des sociétés 27
- Décès de l’associé : la problématique de l’agrément des héritiers en cinq questions 28
par Nathalie Levillain, notaire
- La poursuite de la vie de la société à la suite du décès de l’un de ses associés 32
par Nadege Jullian, professeur, droit privé et sciences criminelles, université Toulouse Capitole
- La prise en compte des évolutions affectant les droits sociaux 36
par Jean-François Hamelin, agrégé des facultés de droit, professeur à l’université de Bourgogne, Directeur du Magistère de droit des affaires

SOMMAIRE

ACTUALITÉ · PRATIQUE · ANALYSE · DOSSIER · JURISPRUDENCE

ANALYSE

Étude sur le risque de « rénovictions » en France : propositions pour protéger les locataires..... 12

Stanislas Barry, maître de conférences en droit privé
à l'Université de Lorraine-Institut,

Fernanda Sabrinni-Chatelard, enseignant-chercheur en droit privé
et responsable du département droit du laboratoire ESPI2R

À propos de formules inquiétantes de pacte de préférence..... 19

Laurent Gibault, docteur en droit, juriste-consultant

CHRONIQUE

Droit des sociétés année 2023..... 52

Didier Poracchia, professeur à l'École de droit
de la Sorbonne (Paris I)

• L'évaluation des titres sociaux donnés pour la réunion fictive ou le rapport : de quelques problématiques récurrentes rencontrées par les praticiens..... 40

par Victor Champey, Anne-Romaine de Grandmaison
et Defne Caglar, pour Berenice Avocats

• La valorisation des titres sociaux en cas d'exclusion de l'héritier non associé – méthode et date d'évaluation..... 44

par Sarah Torricelli-Chrifi, maître de conférences HDR, université Toulouse
Capitole, Victor Champey et Léane Le Goff-Thakrar pour Berenice Avocats

• Les impacts fiscaux de la transmission de la société à la suite du décès de l'un de ses associés – le pacte Dutreil reste-t-il une solution (pratique) envisageable ?..... 48

par Michaël Khayat et Jeanne Marclilhacy, cabinet Arkwood

© TREETY

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 41 du 14 octobre 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Le malaise Mazan

N° 1182 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

« Le Fil », fidèle adaptation du livre de Maître Mô

N° 1183 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | SAISIES ET CONFISCATIONS

Mieux saisir, mieux confisquer

N° 1184 - Par Raphaële PARIZOT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | FILIATION

GPA et exequatur : contrôle du degré de motivation de la décision étrangère par le juge judiciaire

N° 1185

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 3 au 9 octobre 2024

N° 1186

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 23 au 29 septembre 2024

N° 1187

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Conditions de recevabilité de la tierce opposition d'un associé contre une décision condamnant la société : maintien d'une sévérité injustifiée ?

N° 1188 - Par Arnaud LECOURT

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE

Associations de protection de l'environnement : la constitution de partie civile ne saurait être étendue aux pratiques commerciales aggravées

N° 1189

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | GÉOLOCALISATION

Exigence d'une motivation concrète et personnalisée des décisions autorisant la géolocalisation

N° 1190

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DÉTENTION

Le CGLPL dresse un état des lieux des recours contre les conditions de détention indignes

N° 1191

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 26 septembre au 9 octobre 2024

N° 1192

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 9 au 22 septembre 2024

N° 1193

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PEINES

L'unification bienvenue de la bonne foi lors de la saisie et de la confiscation d'un bien appartenant à un tiers

N° 1194 - Par Stephen ALMASEANU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

La qualité d'actionnaire subordonnée à l'inscription comptable

N° 1195

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | OPEN DATA

Remise d'un rapport sur l'open data des décisions des tribunaux de commerce

N° 1196

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 23 au 29 septembre 2024

N° 1197

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS CIVILES

Incidences de la curatelle d'un associé et prescription de l'action en nullité d'une cession de parts sociales

N° 1198 - Par Alexis ELORZA et Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONGÉS PAYÉS

Congés payés et absence pendant plusieurs périodes de référence en cas de maladie : droit de l'UE

N° 1199

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Plusieurs précisions sur les délais de prescription applicables à la clause de non-concurrence

N° 1200

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 23 au 29 septembre 2024

N° 1201

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR

Préjudice nécessaire : où en est la chambre sociale ?

N° 1202 - Par Vincent REBEYROL

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | FONCTION PUBLIQUE

Droit de se taire pour les fonctionnaires dans les procédures disciplinaires : censure du Conseil constitutionnel

N° 1203

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 3 au 9 octobre 2024

N° 1204

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 16 au 29 septembre 2024

N° 1205

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | DIFFAMATION

Diffamation d'un ancien maire par le nouveau : caractérisation et délai de prescription

N° 1206 - Par Guillaume KESSLER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

Responsabilité professionnelle de l'expert comptable et versement de l'ISF

N° 1207

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Les incertitudes juridiques induites par le commerce électronique des médicaments en France

N° 1208 - Par Olivier DEBARGE et Hélène VAN DEN BRINK

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | PARLEMENT

IRFM : la séparation des pouvoirs victime de l'air du temps ?

N° 1209 - Par Bruno QUENTIN et Amaury LAVENANT

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | UNIVERSITÉS

Conférence de rentrée solennelle du Collège et de l'École de droit

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 42 du 17 octobre 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

3 QUESTIONS - L'ordonnance du 19 juin 2024 sur la publicité foncière est caduque

N° 773 - Par Suzel CASTAGNÉ

[Consulter le PDF](#)

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Contrôles de la DGCCRF sur les allégations environnementales des établissements financiers

N° 774

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

La restructuration des branches professionnelles

N° 775

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Droit des sociétés

N° 776

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Les tendances de la finance on-chain

N° 777

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Exercice en société des professions libérales réglementées : parution des décrets d'application de l'ordonnance du 8 février 2023

N° 778 - Par Bastien BRIGNON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Précisions sur les conditions d'engagement de la responsabilité des banques et des

notaires dans les opérations de cautionnement

N° 779

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Défaut d'information annuelle de la caution et déchéance des intérêts échus depuis la précédente information

N° 780

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Précisions sur la prescription de l'action en paiement engagée par la caution contre les sous-cautions

N° 781

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DOUANE

La Douane lève le voile sur sa nouvelle stratégie douanière de lutte contre les flux financiers illicites

N° 782

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Adoption par le Conseil de l'UE de la nouvelle législation pour rendre les marchés boursiers plus attractifs, notamment pour les PME

N° 783

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Associations de protection de l'environnement : la constitution de partie civile ne saurait être étendue aux pratiques commerciales aggravées

N° 784

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Prêt bancaire : la déchéance du terme ne peut être prononcée si la clause d'exigibilité immédiate est réputée non écrite

N° 785

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Évaluation de la législation sur la protection des consommateurs en ligne par la Commission européenne

N° 786

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Modernisation des modalités de réunion des assemblées et de consultation des organes de décision des sociétés commerciales

N° 787

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Représentant de la masse des obligataires et mesure d'instruction avant tout procès : qualité pour agir

N° 788

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Publication des lignes directrices par la H2A pour la certification des informations de durabilité et de taxonomie

N° 789

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Caractérisation du coemploi

N° 790

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Dénonciation de harcèlement moral et prescription

N° 791

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

PLFSS 2025

N° 792

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Indemnisations des pertes de gains professionnels futurs

N° 793

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Crédit d'impôt industrie verte (C3IV) : tolérance administrative relative à l'acquisition d'actifs corporels auprès d'une centrale d'achats

N° 794

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Plus-values sur cessions de titres de holdings animatrices : rejet d'une QPC sur les modalités d'application de l'abattement renforcé pour la durée de détention

N° 795

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | LOI DE FINANCES

PLF 2025 : présentation des principales dispositions retenues par le Gouvernement

N° 796

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE

Les chaînes de valeur mondiales : approche juridique

N° 1300 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Acheteur peu curieux et vendeur taisant

N° 1301 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Relevé de forclusion : omission d'un créancier dont la créance est contestée

N° 1302 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMPTABILITÉ

[Droit comptable](#)

N° 1303 - Par Jean-Louis NAVARRO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BLANCHIMENT

[Dans quelle mesure un manquement aux obligations de vigilance imposées au titre de la législation anti-blanchiment peut-il être qualifié pénalement ?](#)

N° 1304 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARQUE

[Déchéance des droits sur la marque Big Mac en raison du défaut d'exploitation](#)

N° 1305 - Par Camille MARÉCHAL POLLAUD-DULIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

[Mise en demeure dans le cadre d'un contrôle URSSAF : le juste prix](#)

N° 1306 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | DÉTERMINATION DU RÉSULTAT

[La constitutionnalité de la limitation du taux d'intérêt déductible par les articles 39, 1, 3° et 212, I, a du CGI](#)

N° 1307 - Par Thierry PONS

[Consulter le PDF](#)

Revue des procédures collectives civiles et commerciales, n° 5 du 01 septembre 2024

Sommaire du numéro

Repère

COMPÉTENCE

Abandon de la nationalité comme critère de compétence juridictionnelle en matière de faillites internationales

N° 5 - Par Michel MENJUCQ

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | PRÉVENTION

La confidentialité au sein des procédures de prévention : gare à la violation du secret !

N° 26 - Par Antoine BRÛLÉ

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCE

Défaillances d'entreprises au 30 juin 2024

N° 27 - Par Michel DI MARTINO

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRENEUR EN DIFFICULTÉ

L'Urssaf et 60 000 rebonds scellent un partenariat national pour aider les entrepreneurs en difficulté à rebondir

N° 28

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRENEUR EN DIFFICULTÉ

Partenariat entre l'Urssaf et Second Souffle visant à offrir un soutien accru et personnalisé aux entrepreneurs en difficulté

N° 29

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Publication au BODACC de la dissolution d'une société avec transmission universelle du patrimoine : nouvelles obligations à partir du 1er octobre

N° 30

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCE

Retards de paiement des entreprises au 1er semestre 2024

N° 31

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Difficultés des TPE et PME : la Cour des comptes préconise une détection plus rapide et un traitement plus coordonné

N° 32

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONSEIL NATIONAL DES GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Prix des Masters 2024 du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

N° 33

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

15 avril 2024 - 15 juin 2024

N° 34 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

Du 20 juillet au 1er octobre 2024

N° 35

[Consulter le PDF](#)

Étude



PREPACK CESSION

Prepack cession et contrôle des concentrations

N° 7 - Par Cheik GALOKHO

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | CONDITIONS DE RECEVABILITÉ

Éligibilité d'un EIRL exerçant une activité artisanale au titre de son patrimoine non affecté

N° 98 - Par Sophie GJIDARA-DECAIX

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | CONDITIONS DE RECEVABILITÉ

Situation de surendettement et prise en compte des dettes professionnelles : application immédiate de la loi du 14 février 2024 aux instances en cours

N° 99 - Par Sophie GJIDARA-DECAIX

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | CONDITIONS DE RECEVABILITÉ

De l'appréciation de la bonne foi du débiteur : rappel de principes

N° 100 - Par Sophie GJIDARA-DECAIX

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | RÈGLES DE PROCÉDURE

Effets de la décision de recevabilité de la demande d'ouverture de la procédure de surendettement

N° 101 - Par Sophie GJIDARA-DECAIX

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | RÈGLES DE PROCÉDURE

Office du juge en cas de recours contre la décision de recevabilité de la demande d'ouverture de la procédure de surendettement : absence de pouvoir décisionnel sur l'orientation du dossier

N° 102 - Par Sophie GJIDARA-DECAIX

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | RÈGLES DE PROCÉDURE

Vérification des créances, déchéance du droit aux intérêts et prescription

N° 103 - Par Sophie GJIDARA-DECAIX

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | MESURES DE TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT

Du traitement inégalitaire des créanciers par le juge du surendettement

N° 104 - Par Sophie GJIDARA-DECAIX

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | MESURES DE TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT

Recours après paiement de la caution : portée des mesures de traitement du surendettement

N° 105 - Par Sophie GJIDARA-DECAIX

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

Effet de l'effacement des dettes : toute action en paiement à l'encontre du débiteur est impossible

N° 106 - Par Sophie GJIDARA-DECAIX

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

Rétablissement personnel avec liquidation judiciaire : omission dans la déclaration des créances de la mention d'une sûreté attachée à une créance

N° 107 - Par Sophie GJIDARA-DECAIX

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

Rétablissement personnel sans liquidation judiciaire : périmètre de l'effacement des dettes du débiteur

N° 108 - Par Sophie GJIDARA-DECAIX

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | ARRÊT DES POURSUITES

Action en nullité d'un contrat et action en résolution pour manquement à l'obligation de délivrance conforme

N° 109 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | ARRÊT DES POURSUITES

Action en résiliation d'un contrat pour défaut de paiement d'une somme d'argent et clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif

N° 110 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | ARRÊT DES POURSUITES

Relevé d'office de la règle d'arrêt des poursuites par les juges du fond

N° 111 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | ARRÊT DES POURSUITES

[Exequatur d'une sentence arbitrale aux fins de reconnaissance du montant d'une créance antérieure](#)

N° 112 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | ARRÊT DES VOIES D'EXÉCUTION

[Bénéficiaire d'une sûreté pour autrui consentie par le débiteur](#)

N° 113 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | CRÉANCIER HORS PROCÉDURE

[Le créancier hors procédure à l'abri de la paralysie des poursuites après la clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif](#)

N° 114 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | INOPPOSABILITÉ

[Poursuites des créanciers auxquels l'insaisissabilité est inopposable après la clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif](#)

N° 115 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES | DÉCLARATION DE CRÉANCE

[Présomption de déclaration de créance par le débiteur pour le compte du créancier](#)

N° 116 - Par Nicolas BORGA

[Consulter le PDF](#)

DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES | DÉCLARATION DE CRÉANCE

[Délai d'établissement définitif de la créance déclarée à titre provisionnel](#)

N° 117 - Par François LEGRAND

[Consulter le PDF](#)

DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES | DÉCLARATION DE CRÉANCE

[Déclaration de créance provisionnelle : impôts recouverts par voie de rôle et absence d'avis de recouvrement](#)

N° 118 - Par François LEGRAND

[Consulter le PDF](#)

DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES | DÉCLARATION DE CRÉANCE

[Déclaration de créance, interruption de la prescription et désistement d'instance](#)

N° 119 - Par Nicolas BORGA

[Consulter le PDF](#)

DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES | VÉRIFICATION DU PASSIF

[Vérification du passif et événement postérieur à l'ouverture de la procédure : quel montant du passif à admettre ?](#)

N° 120 - Par François LEGRAND

[Consulter le PDF](#)

DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES | VÉRIFICATION DU PASSIF

[Droit propre à se défendre sur le recours formé contre une décision fixant une créance au passif](#)

N° 121 - Par Nicolas BORGA

[Consulter le PDF](#)

DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES | ADMISSION DE CRÉANCE

[Renvoi des parties à mieux se pourvoir : compétence du juge saisi du litige et du juge-commissaire](#)

N° 122 - Par François LEGRAND

[Consulter le PDF](#)

DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES | ADMISSION DE CRÉANCE

[Fin des fonctions du juge-commissaire après résolution du plan de redressement judiciaire](#)

N° 123 - Par Nicolas BORGA

[Consulter le PDF](#)

DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES | ADMISSION DE CRÉANCE

[Autorité de la décision d'admission à l'égard des cautions](#)

N° 124 - Par Nicolas BORGA

[Consulter le PDF](#)

DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES | CONTESTATION DE CRÉANCE

[La demande de justificatif ne constitue pas une contestation de créance](#)

N° 125 - Par François LEGRAND

[Consulter le PDF](#)

DÉCLARATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES | CONTESTATION DE CRÉANCE

[Indivisibilité de l'instance : incompétence du juge-commissaire et intimation des parties à l'instance devant la juridiction saisie](#)

N° 126 - Par François LEGRAND

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | DESSAISISSEMENT

[L'action tendant à l'annulation d'une vente, d'un prêt et à la restitution du prix ne constitue pas un droit propre du débiteur](#)

N° 127 - Par Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | RÉALISATION DES ACTIFS

[Le juge-commissaire qui autorise la vente de gré à gré ne peut pas imposer des conditions plus strictes que celles de l'offre](#)

N° 128 - Par Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | RÉALISATION DES ACTIFS

[Les biens du domaine public de l'État échappent au gage des créanciers](#)

N° 129 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | CLÔTURE DE LA PROCÉDURE

[Créance postérieure irrégulièrement née et reprise des poursuites individuelles](#)

N° 130 - Par Florence REILLE

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[AGS : absence de preuve de la fictivité du contrat de travail](#)

N° 131 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Modification du contrat de travail pour motif économique](#)

N° 132 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Recherches de reclassement au sein du groupe : indications à apporter

N° 133 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Contenu de la lettre de convocation à l'entretien préalable de licenciement : reprise de l'ordonnance du juge-commissaire

N° 134 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Cessation d'activité et faute de l'employeur

N° 135 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL | RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATION FISCALE

Responsabilité de l'État : nécessité d'un lien de causalité entre la faute de l'Administration et la mise en liquidation judiciaire

N° 136 - Par Régis VABRES

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Proposition de rectification de l'administration fiscale postérieurement à la clôture de la liquidation amiable

N° 137 - Par Régis VABRES

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL | RESPONSABILITÉ FISCALE DU DIRIGEANT

Mise en oeuvre l'article L. 267 du LPF

N° 138 - Par Thierry FAVARIO

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL | RESPONSABILITÉ FISCALE DU DIRIGEANT

Les sanctions non fiscales des fautes de nature fiscale du dirigeant de l'entreprise défailante

N° 139 - Par Thierry FAVARIO

[Consulter le PDF](#)

Table ronde



MINISTÈRE PUBLIC

La perception du ministère public par les acteurs de l'insolvabilité

N° 3

[Consulter le PDF](#)

Fiche pratique



INTÉRÊTS

La gestion des intérêts dans les procédures collectives

N° 3 - Par Michel DI MARTINO

[Consulter le PDF](#)

À la une

Justice : Didier Migaud précise sa feuille de route

Lors de son audition par la commission des lois de l'Assemblée nationale, le 8 octobre 2024, le garde des Sceaux a présenté les grandes lignes de l'action de son ministère pour les mois à venir et évoqué l'épineuse question du budget de la Justice.



Actualité

« Il faut travailler sur l'image de la justice civile »

entretien avec Clément BERGÈRE-MESTRINARO

Doctrines

Rapport statistique 2023 de la chambre de commerce internationale : la résurgence de l'arbitrage international

étude par Kimberley BAZELAIS, Philip DUNHAM et Flore POLONI

Jurisprudence

La recevabilité de la tierce opposition et la notion de moyens propres

note par Loïc PELISSIER
sous Cass. 2^e civ., 12 sept. 2024

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Laurent SAENKO

Professeur à Aix-Marseille Université

• Nicolas CATELAN

Professeur associé à Sorbonne University Abu Dhabi

AVEC LA PARTICIPATION DE

Guillaume BEAUSSONIE et Marc SEGONDS



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationsclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL468y1 ■ Justice : Didier Migaud précise sa feuille de route 3
- GPL468x3 ■ Atteintes aux droits : la crainte d'une accoutumance 5
- GPL468y9 ■ Réforme de l'amiable : le CNB liste des propositions
à destination du ministère de la Justice 6
- GPL468x8 ■ « Il faut travailler sur l'image de la justice civile »
entretien avec Clément BERGÈRE-MESTRINARO 8


Technique

- GPL468h2 ■ Procédure collective du locataire : dualité de compétence
entre juge-commissaire et tribunal judiciaire en matière de constatation
de la résiliation d'un bail commercial
étude par Jean-Marc NOYER 11

Doctrine

- GPL468w6 ■ Rapport statistique 2023 de la chambre de commerce
internationale : la résurgence de l'arbitrage international
étude par Kimberley BAZELAIS, Philip DUNHAM et Flore POLONI 13

Jurisprudence

- GPL468r1 ■ La recevabilité de la tierce opposition et la notion de moyens
propres
note par Loïc PELISSIER sous Cass. 2^e civ., 12 sept. 2024 16
- GPL468w4 ■ Refus de qualification de cas de force majeure
d'une modification de la trajectoire d'une victime
lors d'une compétition de skicross
note par Pierrick MAIMONE sous Cass. 2^e civ., 19 sept. 2024 19
- GPL468q0 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 22
- GPL468s3 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 27
- GPL468j9 ■ Chronique de jurisprudence de droit des sûretés
par Christophe ALBIGES et Marie-Pierre DUMONT <https://lex.so/GPL468j9> 

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

29

Sous la responsabilité scientifique de
Laurent SAENKO et Nicolas CATELAN

DOCTRINE

Article 9-1 du Code civil et article 29 de la loi du 29 juillet 1881 : un droit dual au respect de l'honneur ?

Damien Aftassi

Théorie et pratique de la détermination de la date de conclusion du contrat d'assurance

Alexandre Nivert

JURISPRUDENCE

La mise à disposition de locaux assortie de prestations de services ne constitue pas une sous-location
(Cass. 3^e civ., 27 juin 2024, n° 22-22823)

Fabien Grabette

Le diable se cache dans les détails
(Cass. 1^{re} civ., 26 juin 2024, n° 23-13236)

Agnès Emeriau

PRATIQUE

IA : vers la « responsabilité civile 3.0 »

Élodie Valette, Philippe Métais et Emna Gafsi

DOCTRINE

- LPA203h0 Article 9-1 du Code civil et article 29 de la loi du 29 juillet 1881 : un droit dual au respect de l'honneur ?** PAGE 4
- Damien Aftassi**
Le délit de diffamation est caractérisé lorsqu'il y a atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne. Plus spécifiquement, le droit au respect de la présomption d'innocence complète la protection de l'honneur, en offrant la possibilité à une personne, présentée publiquement comme coupable avant l'issue d'une procédure, de solliciter la cessation du trouble et d'obtenir réparation. L'articulation de ces deux moyens d'action, résolument différents par leur nature, soulève une réelle complexité. Tout d'abord, malgré les accointances, leurs règles de procédure sont strictement segmentées. Ensuite, par la primauté accordée à la liberté d'expression, les acteurs médiatiques bénéficient d'une impunité limitant les effets de l'atteinte, ce qui nécessite d'explorer d'autres voies, comme le droit au respect de la vie privée. Une harmonisation des mesures et des méthodes d'interprétation peut être ainsi envisagée en vue de favoriser l'émergence d'un droit au respect de l'honneur.
- LPA203g9 Les élections européennes : à la croisée des ordres juridiques** PAGE 15
- Florence Chaltiel**
Les élections européennes ont eu lieu, dans l'ensemble du territoire européen, au sein des États membres, entre le 6 et le 9 juin 2024. À la diversité des scrutins et résultats correspond une diversité de conséquences. Parmi elles, la décision du président de la République, en France, de dissoudre consécutivement l'Assemblée, appelle à une réflexion sur la nature même des élections européennes.
- LPA203g7 L'écoanxiété : une écoémotion devant les prétoires** PAGE 22
- Clément Baudoin**
De nouveaux enjeux s'imposent au droit de l'environnement. La diversification des revendications par les citoyens confronte le juge à de nouvelles réalités. L'écoanxiété en fait partie. Notion théorisée tardivement, elle prend une ampleur considérable, venant à conditionner la vie de certains. Face à l'urgence de la situation environnementale, la question de la reconnaissance juridique de l'écoanxiété ainsi que sa réparabilité demeure aujourd'hui. D'une simple angoisse de la crise présente, peut-on demander réparation ?
- LPA203g5 Report du lancement Apple Intelligence, coup de frein dans l'innovation, la réglementation européenne en cause...** PAGE 25
- Antoine Gravereaux**
Le 21 juin 2024, Apple a décidé de reporter le lancement de son système d'IA générative, Apple Intelligence, dans l'Union européenne, invoquant des « incertitudes réglementaires » liées au règlement européen Digital Markets Act (DMA). Deux autres services, iPhone Mirroring et les nouvelles fonctionnalités de SharePlay, sont également concernés.
- LPA203g4 Théorie et pratique de la détermination de la date de conclusion du contrat d'assurance** PAGE 28
- Alexandre Nivert**
Bien qu'il soit classiquement enseigné que le contrat d'assurance se forme lorsque l'assureur accepte l'offre émise par le souscripteur, l'analyse théorique et pratique de la conclusion des contrats d'assurance révèle des logiques bien plus diversifiées, fluctuant selon l'assurance considérée.
- LPA203g2 La loi *Bien vieillir* répond-elle au défi du vieillissement de la population ?** PAGE 34
- Marc Richevaux**
Après des ouvrages qui ont montré les dérives possibles au sein des Ehpad, la loi Bien vieillir, au contenu modeste lié à un vote dans un contexte budgétaire tendu, a été adoptée et publiée. On peut craindre qu'elle ne réponde pas au défi du vieillissement de la population.

LPA203g0 **La société de libre partenariat spéciale : insertion dans le Code monétaire et financier d'un nouveau type de société en commandite simple dotée d'un régime fiscal inédit**

PAGE 41

Romain Feydel

L'article 4 de l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024 portant modernisation du régime des fonds d'investissement alternatifs, publiée au Journal officiel de la République française du 4 juillet 2024, vient porter création d'une variante de la société de libre partenariat. Il s'agit de la société de libre partenariat spéciale, laquelle est dotée d'un régime fiscal inédit en droit français.

JURISPRUDENCE

LPA203h3 **La Cour européenne des droits de l'Homme, nouvel acteur de la justice climatique**

PAGE 44

Marie Alice Chardeaux

CEDH, gde ch., 9 avr. 2024, n° 53600/20, Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et a. c/ Suisse Par un arrêt du 9 avril 2024, la Cour européenne a, pour la première fois de son histoire, condamné un État membre du Conseil de l'Europe – la Suisse – pour insuffisance de sa politique climatique. Dans cette décision, qui revêt les atours d'un grand arrêt, la Cour livre un véritable mode d'emploi de la Convention européenne en matière climatique. Elle offre, à cette occasion, des réflexions essentielles sur l'office du juge en la matière, la justice intergénérationnelle, la complexité de la transition écologique et sur la spécificité des affaires climatiques par rapport aux affaires environnementales. Un arrêt historique qui marque un nouveau jalon dans la justice climatique.

LPA203h2 **Responsabilité des parents : l'autorité parentale prévaut désormais sur la cohabitation**

PAGE 50

Dan Mimoun

Cass. ass. plén., 28 juin 2024, n° 22-84760 Dans cet arrêt promis aux honneurs du Bulletin et du Rapport de la Cour de cassation, l'assemblée plénière opère un revirement de jurisprudence sur la condition de cohabitation dans la responsabilité des parents du fait de leur enfant. Elle décide que dorénavant, dès lors que les parents exercent en commun l'autorité parentale, ils sont solidairement responsables des dommages causés par leur enfant, nonobstant le fait que l'enfant ne réside à titre habituel que chez l'un des deux parents. Seule une décision administrative ou judiciaire de placement peut faire échec à l'engagement de cette responsabilité.

LPA203h1 **La mise à disposition de locaux assortie de prestations de services ne constitue pas une sous-location**

PAGE 53

Fabien Grabette

Cass. 3^e civ., 27 juin 2024, n° 22-22823 La qualification de sous-location, au sens de l'article L. 145-31 du Code de commerce, est exclue lorsque le locataire met à disposition de tiers les locaux loués moyennant un prix fixé globalement, qui rémunère indissociablement tant la mise à disposition des locaux que des prestations de services spécifiques recherchées par les clients.

LPA203g8 **Le diable se cache dans les détails**

PAGE 56

Agnès Emeriau

Cass. 1^{er} civ., 26 juin 2024, n° 23-13236 Le procès-verbal de description des lieux saisis établi par le commissaire de justice, conformément à l'article R. 322-2 du Code des procédures civiles d'exécution, a vocation à inclure les éléments relatifs à la situation juridique du bien.

LPA203g6 **Transfert de la responsabilité pénale de la société absorbée à la société absorbante : si ce n'est toi, c'est donc ton frère, c'est donc quelqu'un des tiens**

PAGE 58

Bernardo-Casmiro do Rego

Cass. crim., 22 mai 2024, n° 23-83180

Selon l'article L. 236-3 du Code de commerce, applicable aux sociétés à responsabilité limitée, la fusion-absorption, si elle emporte la dissolution de la société absorbée, n'entraîne pas sa liquidation, de même que le patrimoine de la société absorbée est universellement transmis à la société absorbante et les associés de la première deviennent les associés de la seconde.

Il en résulte que l'activité économique exercée dans le cadre de la société absorbée, qui constitue la réalisation de son objet social, se poursuit dans le cadre de la société qui a bénéficié de cette opération et qu'ainsi la continuité économique et fonctionnelle de la personne morale conduit à ne pas considérer la société absorbante comme distincte de la société absorbée, permettant que la première soit condamnée pénalement pour des faits constitutifs d'une infraction commise par la seconde avant l'opération de fusion-absorption.

PRATIQUE

LPA203g3 **IA : vers la « responsabilité civile 3.0 »**

PAGE 65

Élodie Valette, Philippe Métais et Emna Gafsi

La question de savoir si nous sommes prêts à accueillir les outils qui intègrent l'intelligence artificielle se pose aussi en matière de responsabilité civile. Il n'est pas certain qu'en leur état les articles de notre Code civil soient en mesure de répondre à la variété de situations qui peuvent, déjà, se rencontrer en pratique. Deux projets de directives européennes sont bien avancés et proposent des solutions innovantes en matière de présomption de responsabilité et de droit de la preuve. L'objet de cet article est de dresser un panorama des règles existantes et de celles bientôt applicables en la matière, autour d'un cas pratique.

LPA203g1 **Introduire une clause facultative dans un contrat de travail**

PAGE 70

Béatrice Renard Marsili

Dans un contrat de travail, les clauses facultatives permettent à l'employeur de préserver ses intérêts en adaptant le contrat aux spécificités du poste et de l'entreprise, et d'encadrer davantage la relation contractuelle avec le salarié. Pour être régulières, ces clauses ne doivent pas porter atteinte aux libertés fondamentales ou au respect de la vie personnelle du salarié. Elles sont strictement encadrées par la jurisprudence.

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :
redaction@lextenso.fr

BULLETIN JOLY

ENTREPRISES

EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

À LA UNE

ÉCLAIRAGE

**La constatation de la résiliation du bail commercial :
le choix du maintien de l'activité** → PAGE 3
Marie-Liesse **GUINAMANT**

DOSSIER

**Actualité du droit de la restructuration
des entreprises en difficulté** → PAGE 7
Sous la direction scientifique de François-Xavier **LUCAS**

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJE201q6 • **La constatation de la résiliation du bail commercial : le choix du maintien de l'activité** 3
Marie-Liesse GUINAMANT

DOSSIER

- BJE201P4 • **ACTUALITÉ DU DROIT DE LA RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ** 7
Fès, les 16 et 17 mai 2024, avec le soutien de l'Institut de recherche juridique de La Sorbonne (IRJS)
Sous la direction scientifique de François-Xavier LUCAS
- BJE201r0 • **Actualité de la déclaration et de l'admission des créances** 8
Pierre CAGNOLI et Paul URBAIN
- BJE201p7 • **Actualités du droit européen des procédures d'insolvabilité** 17
Thomas MASTRULLO
- BJE201p6 • **Actualité du droit des sûretés confronté à la procédure collective** 22
Astrid ZOURLI et Céline DOMENGET MORIN
- BJE201p9 • **Actualité de la restructuration amiable (mandat *ad hoc*, conciliation)** 29
Dominique-Paul VALLÉE, Julie CITTADINI, Erwan MERLY et Françoise PÉROCHON
- BJE201q4 • **L'anticipation de la restructuration** 49
Patrick COUPEAUD, Marc SÉNÉCHAL, François KOPF, Patrick SAYER, Frédéric ABITBOL, Catherine GRALITZER
et Alicia BALI
- BJE201p3 • **La constitution des classes de détenteurs de capital** 64
Romain DUMONT
- BJE201p5 • **Le traitement des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital
dans le régime des classes de parties affectées** 69
Mathieu DELLA VITTORIA
- BJE201p8 • **Le fonctionnement de la classe des détenteurs de capital** 74
François-Xavier LUCAS
- BJE201p2 • **L'éviction des détenteurs de capital** 79
Thibaut DUCHESNE et Simon MARTIN-GOUSSET
- BJE201q8 • **Les sociétés cotées en difficulté** 85
Antoine GAUDEMET, Diane LAMARCHE et Dominique BOMPOINT
- BJE201r1 • **Le cas *ORPEA* : un dossier hors du commun** 97
Jacques FINESCHI, Saam GOLSHANI, Anne-Sophie NOURY et Julien BRACQ